



Pierre Sergent

Pierre Sergent (1926 à Sèvres-1992 à Perpignan) est un officier français de Légion étrangère et l'un des chefs de l'Organisation armée secrète (O.A.S.) dont il crée la branche métropolitaine en juin 1961. Il fut également écrivain et élu politique du Front National (FN).

Biographie

Pierre, Marie, Guy, Sergent naît le 30 juin 1926. Il grandit dans la maison familiale située sur les hauts de Sèvres, dans le département de Seine-et-Oise. À la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, la famille Sergent quitte l'Allier, où elle a passé l'été, pour rejoindre Bergerac, en Dordogne, où le père est mobilisé comme officier des Poudres. Au printemps 1940, le jeune Pierre Sergent est profondément marqué par les images de la débâcle de l'armée française, cette « fuite éperdue devant l'ennemi », cette « ignoble déroute ». Le 17 juin 1940, il est submergé par la rage et le dégoût en écoutant la déclaration radiodiffusée de Philippe Pétain, nouveau président du Conseil des ministres français. Ce jour-là, il comprend que, jamais, il ne pourra capituler, et jure de venger son pays. Madame Sergent et ses quatre enfants (Jacques, Pierre, André et leur sœur) regagnent Paris le 24 novembre 1941, où ils retrouvent le chef de famille. Ils emménagent dans leur appartement vide de la rue Denfert-Rochereau, tandis que la villa de Sèvres est « squattée » par des soldats de la Luftwaffe. Pierre Sergent est alors élève au lycée Henri-IV. Au début de l'année 1942, il fait partie de ceux qui confectionnent et arborent une étoile de papier jaune pour marquer leur solidarité avec un lycéen israélien de leur classe.

La Résistance (1943 - 1944)

Pendant deux ans, Pierre Sergent et son frère aîné Jacques, élève au lycée Louis-le-Grand, font partie d'un réseau, le Front National (FN), dans lequel les a introduits un camarade du lycée Henri-IV. Au début, ils portent des journaux et glissent des tracts sous les portes. Puis, au cours de l'hiver 1943-1944, ils entrent au corps franc "Liberté", composé en majeure partie d'étudiants, de candidats aux grandes écoles et d'élèves de math. élem. Immédiatement avoir passé son baccalauréat de mathématiques élémentaires, avec son frère Jacques et sept autres étudiants, Pierre Sergent quitte Paris le 7 juin 1944 pour le maquis de Sologne. Ils font partie des rescapés du corps franc « Liberté » durement frappé par les arrestations et exécutions survenues dans la journée du 10 juin. Ce jour-là, à la suite d'une trahison de l'un des étudiants venus de Paris, les Allemands exécutent 41 étudiants regroupés dans la ferme du By, non loin de La Ferté-Saint-Aubin, et au château de Cerfbois, près de Marcilly-en-Villette. Au cours de cette période, les Allemands, guidés par les Miliciens et des Français de la Gestapo d'Orléans fouillent systématiquement les bois, utilisant des chiens. Dans la soirée du 13 juin, les

Allemands entament le bouclage du secteur : l'étau se resserre. Dans la nuit, le groupe auquel il appartient parvient à se glisser à travers le dispositif allemand. Au matin du 14 juin, les Allemands, utilisant automitrailleuses, canons et lance-flammes, attaquent la position occupée la veille. Au cours de la nuit du 14 au 15 juin, le corps franc "Liberté" éclate en petits groupes pour offrir moins de prise à l'ennemi. La mission est de harceler de toutes les façons possibles les convois allemands qui se déplacent sur les routes de la région. Le groupe auquel appartient Pierre Sergent est commandé par « Patrick » (alias Pierre Thierry) et comprend également Jean Ziegler, Jean Borne, Jean Guyon et Jacques Sergent. Pendant deux mois, les six hommes naviguent dans le triangle boisé limité par la Nationale 20 à l'est, la Nationale 722 à l'ouest et la Nationale 723 au sud (triangle La Ferté-Saint-Aubin - Lamotte-Beuvron - La Ferté-Beauharnais). Leur première attaque - un side-car monté par deux Allemands - a lieu fin juin, sur la Nationale 722. Ils harcèlent l'ennemi sans résultat spectaculaire, mais parviennent toutefois à créer l'insécurité partout. Ils attaquent les véhicules isolés, coupent les lignes téléphoniques, dressent de légers barrages sur les routes, mais la crainte d'attirer de terribles représailles sur la population locale freine considérablement leurs ardeurs.

Ramené sur Paris pour la libération de la capitale, son groupe du corps franc "Liberté" est affecté aux Invalides, à la garde des prisonniers allemands. Le 26 août, à 14 heures, tandis que le général de Gaulle et Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance (C.N.R.), descendent à pieds les Champs-Élysées, une fusillade éclate. Les gens courent dans tous les sens. C'est la panique. On signale à Pierre Sergent des tireurs rue de Grenelle, non loin de l'esplanade des Invalides. Il s'y rend avec deux camarades. À l'angle de la rue de Bourgogne, quelqu'un lui indique une lucarne d'où les coups de feu sont partis. Il épaule son Mauser et commence à tirer. Au quatrième ou cinquième coup, il est violemment interpellé : « Cessez-le-feu, nom de Dieu ! Qu'est-ce qui vous prend ? » En se retournant, Pierre Sergent est sidéré de se retrouver nez à nez avec celui dont l'image est épinglée depuis si longtemps sur les murs de sa chambre : le général Leclerc.

Corniche et Saint-Cyr (1944 - 1949)

À la rentrée 1944, il intègre la corniche du lycée Saint-Louis, c'est-à-dire les classes préparatoires à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Il s'y lie d'amitié avec Bertrand de Gorostazu, cousin de Hélié Denoix de Saint Marc. Le comportement des résistants de la dernière heure, les spectacles de l'épuration, l'annexion de la Résistance et de la Victoire par la gauche, le retour des prisonniers dans l'indifférence générale, la vague d'antimilitarisme qui déferle sur le pays à l'issue de la guerre sont autant d'évènements qui le marquent profondément. À une époque où, à l'intérieur de l'armée, le moral est de moins en moins bon, où beaucoup d'officiers sont victimes de la loi de dégageant des cadres et où beaucoup démissionnent, Pierre Sergent reconnaît qu'il « faut avoir la foi chevillée au corps pour vouloir être officier au milieu de la désaffection générale. » En 1947, il réussit le concours d'entrée à Saint-Cyr. Le 15 octobre, les Cyrards sont incorporés à l'École spéciale militaire interarmes (E.S.M.I.A.), récemment établie à Coëtquidan, en Bretagne. Pour les Saint-Cyriens d'alors, le galon de sous-lieutenant est obtenu au bout de deux années, la première étant passée au cours d'un stage probatoire dans un corps de troupe, la deuxième à Coëtquidan. C'est ainsi qu'il rejoint le 67e bataillon d'infanterie (67e B.I.), à Soissons, dès novembre 1947. N'ayant vraisemblablement pas été cadré sur ce qu'il doit faire de la douzaine de Cyrards qu'il vient de recevoir, le chef de corps du 67e BI les rassemble au sein d'un peloton à part entière au lieu de les mêler immédiatement aux appelés Aussi, afin que la directive de l'état-major des Armées concernant le passage en corps de troupe des Saint-Cyriens soit respectée, le 18 décembre 1947, il est affecté au 159e bataillon d'infanterie alpine (159e

B.I.A.), à Menton. Au 15-9, il comprend l'intention du général de Lattre de Tassigny. Il considère que « ce stage dans la troupe est irremplaçable pour le garçon qui veut devenir officier. » Au printemps 1948, il rejoint l'École des cadres de Strasbourg avec les recrues sélectionnées pour devenir caporaux et sous-officiers. À l'issue du stage de Strasbourg, il est nommé sergent. Le 29 juin 1948, le galon flambant neuf sur la manche, le sergent Sergent se présente au 81^e régiment d'infanterie (81^e R.I.), à Montpellier Il rejoint Coëtquidan en août 1948. Le baptême de sa promotion, la Rhin et Danube, a lieu le 13 août 1948 Avec l'assentiment du Conseil de promotion et du « Père Système » Bogros, il propose au général Molle, commandant l'école, la création de la revue Saint-Cyr. Son projet reçoit un accueil enthousiaste tant de l'administration de l'E.S.M.I.A., que des associations la Saint-Cyrienne et les Amis de Saint-Cyr La cérémonie du « Triomphe » de la Rhin et Danube se déroule le 7 août 1949 en présence du général Juin, alors résident général au protectorat français au Maroc, venu à Coëtquidan pour la circonstance À l'instar de son camarade Bertrand de Gorostazu, qui lui fait lire un paquet de lettres reçues de son cousin, le lieutenant Hélie Denoix de Saint-Marc, qui se bat alors en Indochine au sein du 3^e régiment étranger d'infanterie (3^e R.E.I.), Pierre Sergent choisit de servir dans la Légion étrangère.

L'Algérie - La Tunisie (1950 - 1952)

Il rejoint, en mai 1950, le 1^{er} régiment étranger d'infanterie (1^{er} R.E.I.), régiment essentiellement chargé de l'instruction commune à toutes les formations de la Légion étrangère, implanté à Sidi Bel Abbès, en Algérie. Il devra patienter avant de pouvoir assouvir son désir le plus cher : « rejoindre au plus vite la Légion qui se bat ». Le lieutenant-colonel Pénicaud ne dispose que de sept semaines d'instruction pour fournir des renforts en quantité suffisante aux corps de troupe de la Légion étrangère servant en Indochine. Pour réaliser ce tour de force, le chef de corps du 1^{er} R.E.I. mise sur les jeunes officiers car ceux-ci n'ont pas d'idées préconçues et s'adaptent plus facilement aux méthodes qu'il cherche à imposer. C'est ainsi que le sous-lieutenant Sergent est affecté pour un an au 1^{er} bataillon, stationné au camp des Chasseurs, à Saïda. Lorsqu'au bout d'un an, le bail au 1^{er} R.E.I. touche à sa fin, il se voit déjà en Indochine. Mais contre toute attente, on lui propose une affectation chez les légionnaires-parachutistes. S'il accepte, il partira plus tard pour l'Indochine. Saisissant la chance qui lui est offerte, il rejoint le 3^e bataillon étranger de parachutistes (3^e B.E.P.) à Sétif, le 7 juin 1951. Le commandant Albert Brothier, chef de corps du 3^e B.E.P., l'affecte à Djidjelli, en petite Kabylie, à 135 km au nord de Sétif, où il sera chargé de l'instruction des pelotons I et II (élèves caporaux et élèves sous-officiers) Au cours de marches d'entraînement à l'intérieur des terres et de ses contacts avec la population indigène, il voit sourdre un mécontentement profond à l'égard de l'administration. À l'issue des grandes manœuvres de Tébessa, à la fin de l'été 1951, il constate que le même mécontentement règne dans le massif des Aurès Le 25 janvier 1952, le 3^e B.E.P. quitte Sétif pour participer aux opérations de maintien de l'ordre dans le protectorat français de Tunisie À Takrouna, le 3^e B.E.P. enterre le colonel Norbert Durand, assassiné par des manifestants, à Sousse, le 22 janvier La guerre d'Indochine vient arracher Pierre Sergent du sud-tunisien au début du mois d'avril 1952.

L'Indochine (1952 - 1953)

Avec son camarade Marc Nenert, il débarque à Tan Son Nhut, terrain d'aviation de Saïgon, le 9 avril 1952 Il est affecté au 1^{er} bataillon étranger de parachutistes (1^{er} B.E.P.)38, corps de troupe parachutiste de la Légion étrangère rattaché aux Troupes aéroportées du Nord-Vietnam (T.A.P. Nord)

Depuis sa création en mars 1951, le 1er B.E.P. est commandé par le capitaine Pierre Darmuzai. Sa base arrière est à Bach Mai (dans les environs d'Hanoï), dans l'ancienne Cité universitaire. Au sein de la 1re compagnie, commandée par le lieutenant Yves Le Braz, Pierre Sergent prend le commandement de la 1re section, composée d'une majorité de volontaires vietnamiens encadrés par des légionnaires.

Le 8 juillet, le 1er B.E.P. est mis à la disposition de la 2e division de marche du Tonkin (2e D.M.T.) du général René Cogny. Le bataillon s'installe à Trung Xa (secteur de Hung Yen). Le 13 juillet, Pierre Sergent vole, avec deux groupes de sa section, au secours d'une patrouille de soldats vietnamiens tombés dans une embuscade. L'assaut des Viets laisse la patrouille exsangue : deux tués, quatre blessés et dix-huit prisonniers (en fait, le reste de la patrouille). Même si elle n'est pas une victoire, son intervention permet d'abattre une dizaine de Viets, de faire quelques prisonniers et surtout de délivrer cinq soldats vietnamiens. Les accrochages de ce mois de juillet lui permettent de constater que, si le 1er B.E.P. est une « force réelle », comprenant un grand nombre de vieux soldats, il a en face de lui un ennemi terriblement « gonflé ».

Dans la nuit du 1er au 2 septembre, il échappe de justesse à la mort : la pagode dans laquelle il loge depuis trois jours, à Phu-Ny-Quang-Xa, est touchée par la première rafale d'obus de 81 tirée sur le campement. Deux tombent sur sa chambre : le premier l'assoit par terre au moment où il va sauter par le trou du mur qui lui sert de fenêtre ; le second explose juste au moment où il atterrit de l'autre côté.

Le 9 novembre, il participe à l'opération « Marion » qui voit le largage près de Phu Doan, sur les arrières des Viets, de 2 350 parachutistes du 1er B.E.P., du 2e B.E.P. et du 3e B.P.C. C'est la première fois qu'une opération parachutiste de cette ampleur est entreprise en Indochine. De nombreux dépôts (armes, munitions, vivres, essence, équipements...) sont découverts puis détruits par le Génie. Le général de Linarès, commandant les Forces terrestres du Nord-Vietnam (FNTV), vient en personne, sur le terrain, distribuer des médailles. L'ordre d'évacuation arrivé, le 1er BEP passe en tête, marche vingt-huit kilomètres jusqu'à Ngoc Tap, le 16 novembre. Des camions emmènent les légionnaires à Vietri. Le 17 novembre, ils passent la rivière Claire sur des bacs et, à 17h30, arrivent à Hanoï avec un matériel fabuleux à leur actif et seulement trois blessés. Le 20 novembre, il est aérotransporté, avec les premiers éléments du 1er B.E.P., sur le terrain d'aviation du camp retranché de Na San. À peine arrivé, le bataillon est envoyé sur le poste de Co Noi, à une vingtaine de kilomètres au sud-est, pour recueillir les unités qui se replient, notamment le 3e bataillon du 5e R.E.I., et couper la route à la division 316 pour la retarder. Le décrochage débute dans la nuit du 21 au 22. Talonné par les Viets, le bataillon, qui assure l'arrière-garde de la colonne, réussit la mission qui lui a été confiée en rejoignant le camp retranché après une course de vitesse. À l'aube du 24 novembre, le colonel Gilles, commandant le camp, confie le point d'appui no 8 (P.A. 8) au 1er B.E.P. qui y installe son P.C., la 1re compagnie et la compagnie de commandement du bataillon (C.C.B.) Le 2 décembre, le P.A. 8 subit un puissant bombardement de mortier qui tombe sur la 1re compagnie au moment où Pierre Sergent fait le tour des hommes de sa section, prêts à recevoir un nouvel assaut. Une rafale d'obus de 81 tombe droit sur lui alors qu'il se trouve dans une tranchée, à la hauteur du fusil-mitrailleur d'un groupe de sa section. Le sergent Miller, chef de groupe, qui se trouvait face à lui est tué, ainsi que le tireur F.M.. C'est la deuxième fois en trois mois qu'il échappe de justesse à la mort. Il passe le Noël 1952 à Na San, sur le P.A. 855. Le 1er B.E.P. est enfin regroupé au complet à Hanoi le 18 janvier 1953.

Le 10 mai 1953, lors d'une opération en Annam, alors que la 1re compagnie progresse en queue du bataillon, le lieutenant Sergent est grièvement blessé en se portant, avec sa section, à la hauteur de l'avant-garde tombée dans une embuscade. Il est brancardé puis transporté en ambulance à l'hôpital de Nha Trang pour y être opéré. C'est à Paris, où il a été évacué sanitaire une fois son état stabilisé, qu'il apprend la chute du camp retranché de Dien Bien Phu, le 7 mai 1954. Cet événement suscite chez lui tristesse et révolte, révolte contre les hommes politiques qui dirigent le pays mais aussi contre les accords de Genève où l'« on échange et on vend des hommes, du sang, de la terre ». Sa convalescence prend fin en octobre 1954.

L'Algérie (1954 - 1960)

Le 8 novembre 1954, sept jours seulement après la Toussaint rouge, il rejoint son unité dans les Aurès-Nementcha.

1re C.S.P.L.

Provisoirement inapte parachutiste, il souhaite « connaître le morceau de notre planète où tombe parfois un Petit Prince » C'est ainsi qu'avant la fin de l'année 1954, il est affecté à la 1re compagnie saharienne portée de Légion étrangère (1re C.S.P.L.) du capitaine Mattéi. Il participe au véritable périple qu'est l'acheminement à travers le Grand Erg oriental de la 1re C.S.P.L. vers Fort-Flatters, bordj militaire en pierres grises où la compagnie s'installe le 21 décembre 1954.

La mission de la compagnie est de contrôler les caravanes et les campements de nomades, en surveillant plus particulièrement la frontière libyenne par laquelle pénètrent armes et ravitaillement à destination des rebelles. Mais l'implantation de cette compagnie dans cette zone du Sahara correspond surtout au début de l'aventure du pétrole saharien. Pendant deux ans, le lieutenant Sergent sillonne en tous sens ce territoire démesuré qui s'étend du parallèle d'Ouargla, au nord, jusqu'à la bordure sud du Tassili des Ajjers, et longe la frontière de Libye sur une profondeur de trois cents kilomètres. Il y rencontre des équipes, de plus en plus nombreuses, de la Société nationale de recherche et d'exploitation de pétrole en Algérie (S.N. R.E.P.A.L.) et de la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (C.R.E.P.S.) qui procèdent aux études géologiques préliminaires. Le 5 janvier 1956, le pétrole jaillit d'un puits d'Edjeleh, implanté à proximité de la frontière libyenne. Edjeleh devient l'un des soucis de la 1re C.S.P.L. qui maintiendra sur place, en permanence, un peloton chargé de protéger le chantier, car la proximité de la frontière le met à la merci d'un raid fellagha.

1er Étranger

Après ces deux années passées dans le Sahara à la tête d'un peloton de la 1re C.S.P.L., Pierre Sergent retrouve le 1er régiment étranger (1er R.E.). Il prend le commandement de l'une des quatre compagnies du centre d'instruction n° 1 (C.I. 1) implanté à Saïda. Le C.I. 1 reçoit, dans ses quatre compagnies, les engagés volontaires à qui il dispense, au cours de seize semaines d'activités intenses et sans complaisance disciplinaire, une formation militaire et combattante de base.

Alors qu'il avait rapidement compris que la situation en Algérie prendrait la même tournure qu'en Indochine, les événements du 13 mai 1958 et le patriotisme qu'elle engendre chez la population lui redonnent l'espoir. Dans son carnet, à la date du 14 mai, il note : « C'est un rêve ! Ce n'est pas possible. Je n'en crois ni mes yeux ni mes oreilles. Le miracle est là, concret, présent, réel. Ainsi, tout est sauvé.

L'Algérie restera française. Massu le veut ! Salan le veut, l'armée le veut. Rien ne les fera plus reculer maintenant : Paris devra s'incliner. » Le 6 juin, il se rend à Oran pour « participer » à l'accueil du général de Gaulle.

1er R.E.P. (de 1959 à décembre 1960)

Le capitaine Sergent prend ensuite le commandement de la 1^{re} compagnie du 1^{er} R.E.P. À la tête de sa compagnie, il participe aux opérations majeures du plan Challe, telles que « Étincelle » et « Jumelles ». En juillet 1959, alors que, justement, le plan Challe bat son plein, ses légionnaires-parachutistes, qui « fouillent » un secteur de Kabylie depuis des semaines, font prisonnier Aït, un commissaire politique du F.L.N. Peu après sa capture, celui-ci demande à parler au commandant de la 1^{re} compagnie. Après une longue discussion empreinte de sincérité et de simplicité, les deux hommes apprennent à s'estimer. Très vite, Pierre Sergent accède à la demande du prisonnier qui le supplie de le garder auprès de lui. Quelques semaines plus tard, il lui donne le fusil qu'il réclamait et l'intègre à son groupe de commandement. Parlant le kabyle, l'arabe et le français, Aït se propose d'aider le capitaine à interroger les prisonniers faits par les légionnaires-parachutistes. Avec la permission de Pierre Sergent, Aït quittera même Zéralda pour aller voir sa femme et ses enfants au cœur de la Kabylie. Pierre Sergent sait que son interprète risque d'être « repris en main » par le F.L.N. Il ne sera pas déçu : Aït revient quelques jours plus tard, fier d'avoir tenu parole. Sur le terrain, il use de toute sa conviction pour démontrer à ses frères que l'avenir du peuple algérien passe par la France : beaucoup en sortent convaincus. Le capitaine Sergent sera très affecté de perdre Aït, abattu devant ses yeux lors d'une embuscade tendue dans la cour d'une mechta.

Le grand souffle du 13 mai s'éteint peu à peu, faisant naître l'incertitude chez Pierre Sergent - et chez bien d'autres officiers - quant à la volonté réelle du général de Gaulle de conserver l'Algérie à la France. Le 16 septembre 1959 est à marquer d'une pierre blanche dans son évolution psychologique. Depuis plusieurs semaines se déroule l'opération « Jumelles » en Kabylie. Le P.C. du 1^{er} R.E.P. n'est situé qu'à quelques centaines de mètres de celui du général Challe, dans le Djurdjura. Ce soir-là, Pierre Sergent dîne avec ses officiers à la popote du régiment, à la table du colonel Henri Dufour, chef de corps du 1^{er} R.E.P., lorsqu'est diffusé, à 20 heures, le fameux discours du général de Gaulle sur l'autodétermination. Même si les pires rumeurs étaient parvenues de Paris à Alger, Pierre Sergent n'en demeure pas moins stupéfait. À partir de cet instant, il ne comprend plus pourquoi poursuivre ce combat visant à éradiquer la rébellion, il ne comprend plus à quoi sert de continuer à faire tuer des hommes sous ses ordres. Le pouvoir ne vient-il pas de justifier implicitement la lutte du F.L.N. pour l'indépendance de l'Algérie ? Sa foi en la grandeur de la France, sa vocation de militaire en sont fortement ébranlées. Pierre Sergent n'en ressent que plus douloureusement la mort, le 26 décembre 1959, du sous-lieutenant Lemahieu, chef de section dans sa compagnie et figure marquante du 1^{er} R.E.P.

Dans la soirée du samedi 23 janvier, le 1^{er} R.E.P. est envoyé sur Alger où la population s'apprête à manifester au cours de journées insurrectionnelles constituant la semaine des barricades. Le régiment se met en place tôt dans la matinée du dimanche 24 janvier. Sa mission initiale est de former des barrages et d'empêcher les Algérois de se diriger en cortèges vers le centre-ville. Peu après 18 heures, une fusillade éclate entre les gendarmes mobiles du colonel Debrosse et les insurgés, dont une partie importante appartient aux Unités territoriales (U.T.). La fusillade ne cesse qu'avec l'arrivée sur place du colonel Dufour et d'une section de légionnaires-parachutistes.

De son côté, dépêché par le colonel Dufour, le capitaine Sergent aide une compagnie de gendarmes à sortir de l'immeuble de la rue d'Isly où elle était bloquée par la foule. Dès les premiers jours, il se montre bienveillant à l'égard des insurgés. Par exemple, dans la matinée du 25 janvier, malgré l'ordre reçu d'interdire l'accès au Plateau des Glières, il laisse passer une colonne de manifestants silencieux, précédés du drapeau tricolore dont la partie blanche est maculée d'une grande tache pourpre. En parallèle, il multiplie les contacts avec les deux chefs du mouvement insurrectionnel dont il fait la connaissance : Pierre Lagaillarde, ancien avocat, élément clé du coup d'État mené à Alger le 13 mai 1958, et devenu depuis député sans étiquette du département d'Alger, et Joseph Ortiz, patron de la brasserie Le Forum, à Alger, et fondateur du Front national français (FNF). Il cherche à connaître leurs intentions puis comprend très vite que ce mouvement insurrectionnel est voué à l'échec. Il n'est en fait qu'un moyen de pression sur le général de Gaulle pour qu'il change sa politique. L'erreur d'analyse faite par les responsables du mouvement insurrectionnel lui semble flagrante : le général de Gaulle n'est pas homme à céder à une « pression » de ce genre. Le discours de fermeté et de continuité prononcé par celui-ci le 29 janvier vient confirmer ses craintes : l'ordre doit être rétabli par tous les moyens. Les insurgés sont pris à leur propre piège. Les colonels Dufour et Broizat, respectivement chefs de corps du 1er R.E.P. et du 1er R.C.P., sont soumis à une forte pression des autorités pour régler le problème dans les meilleurs délais : s'ils n'y parviennent pas, leurs régiments seront remplacés par d'autres qui agiront de façon beaucoup moins bienveillante avec les Algérois. Le capitaine Sergent, qui pense que tout n'est pas perdu et qu'un choc psychologique déterminant peut encore changer la donne, propose alors au colonel Dufour de passer derrière les barricades avec sa compagnie et d'adresser, depuis le balcon de Joseph Ortiz, un message à ses camarades de l'armée pour qu'ils choisissent. Mais il renonce devant l'avis négatif de son chef pourtant très « Algérie française ». Le dimanche 31 janvier, il doit interdire l'accès au Plateau des Glières à la population algéroise qui souhaite proclamer sa solidarité avec les insurgés réfugiés derrière leurs barricades. Tout l'après-midi, et jusqu'à la nuit, les légionnaires-parachutistes se comportent de façon admirable, faisant face à la masse des manifestants déchaînés, les empêchant de passer sans recourir à la force malgré la pression redoutable qui les écrase. Le capitaine Sergent n'abandonne pas sa place une seule seconde, craignant qu'en son absence, ses légionnaires ne finissent par perdre leur calme. Plusieurs fois, il escalade un GMC situé devant un point menacé de rupture et tente de calmer la foule devenue agressive en criant que jamais les légionnaires n'attaqueront ou ne tireront sur les insurgés. Et pour prouver qu'il ne ment pas, il scande : « Algérie française ! ». Le lundi 1er février, vers 11h30, après que le colonel Dufour a passé une bonne partie de la nuit à organiser la reddition des insurgés et à faire l'intermédiaire entre les autorités de La Reghaïa et les chefs de l'insurrection, Pierre Lagaillarde et ses partisans, armés et en rangs, drapeau tricolore en tête, quittent le camp retranché pour rejoindre les camions du 1er REP, passant à l'intérieur de la haie formée par la compagnie du capitaine de La Forest-Divonne et celle du capitaine Sergent. Celui-ci fait présenter les armes au moment où Pierre Lagaillarde arrive à hauteur du mât des couleurs dont le drapeau est en train d'être amené.

Après cette semaine des barricades qui les a profondément marqués, les légionnaires du 1er R.E.P. rejoignent leurs djebels, sans conviction. La cadence des opérations qu'on leur impose les tient éloigner de Zéralda, commune d'implantation du 1er R.E.P. située dans la banlieue sud-ouest d'Alger. Le 2 avril 1960, le régiment a la surprise de voir atterrir à son P.C., en pleine opération dans la Petite Kabylie, Pierre Messmer, ministre des Armées du gouvernement Debré.

Au pied de l'hélicoptère, un dialogue de sourds s'engage entre le ministre et le capitaine Sergent après que ce dernier a osé lui dire les raisons pour lesquelles l'officier français qu'il est n'a aucun objet de satisfaction : «...nous savons que ce que nous faisons à présent est inutile. Nous savons que la guerre est perdue et nous savons que le gouvernement estime l'indépendance de l'Algérie inéluctable. On n'ose pas nous le dire, je ne sais pas pourquoi. Mais nous en sommes tout à fait conscients. » Quelques mois seulement après la semaine des barricades, le ministre croit bon de rappeler aux officiers qui l'entourent ce que l'exécutif attend d'eux : « Votre rôle à vous, Messieurs, est un rôle essentiel. Vous devez faire la guerre sur le terrain et la gagner ! Le rôle du gouvernement, c'est de s'occuper de la partie politique. Ah ! Bien entendu, ce n'est pas un rôle facile et il est possible que nous n'emportions pas un succès aussi éclatant sur le plan politique que sur le plan militaire. » Le capitaine Sergent ne peut alors s'empêcher de mettre dans l'embarras le ministre des Armées en enfonçant le clou : « Si je comprends bien, monsieur le Ministre, pour reprendre une phrase célèbre, vous nous demandez de gagner une bataille mais de perdre la guerre ? ».

En son for intérieur, il ne peut se résoudre à accepter les dernières paroles lâchées par le ministre des Armées lors de sa visite du mois d'avril : « Faites la guerre et ne cherchez pas à comprendre. Cela vous dépasse. » Le 16 mai 1960, en début de soirée, sa compagnie est héliportée à proximité de la frontière algéro-tunisienne où une unité du contingent vient d'être sévèrement accrochée par des éléments de l'A.L.N.. Le lendemain, les légionnaires-parachutistes reprennent leur progression et bousculent l'ennemi, très nombreux, qui se réfugie en Tunisie. Sa compagnie pénètre alors sur le sol tunisien et « tombe » sur un important camp de l'A.L.N. que les fellaghas viennent d'abandonner. Le commandant Martin, qui commande le sous-groupement, lui refuse la poursuite de l'ennemi, bien que celui-ci soit à portée de main, mais se trouve aussi dans l'impossibilité de lui envoyer l'hélicoptère qu'il demande afin de récupérer les tentes toutes neuves, les munitions et les équipements. En revanche, il lui enjoint d'avoir repassé la frontière sous une demi-heure. Le capitaine Sergent fait alors incendier le camp par ses légionnaires qui, pour cela, utilisent de l'huile d'armes. Plusieurs heures plus tard, les détonations seront encore entendues à des kilomètres de distance. Une fois sa compagnie regroupée sur la crête-frontière, il reçoit l'ordre de revenir au point de départ de la manœuvre en ratissant soigneusement le terrain. Pierre Sergent est abasourdi : ils viennent de laisser échapper des centaines de fellaghas et des tonnes d'armes qu'ils avaient à portée de main, le commandement les stoppe dans leur élan, leur interdisant d'exploiter leur succès, et il ose maintenant leur donner l'ordre de fouiller un terrain très dur où ils sont sûrs de ne rien trouver. Pour la première fois de sa carrière, Pierre Sergent refuse d'obéir : sa compagnie redescend colonne par un. Le 14 juin 1960, dans un discours, le général de Gaulle s'adresse aux dirigeants de l'insurrection algérienne, leur déclarant qu'il les attend en métropole pour trouver avec eux une fin honorable au conflit. Le 24 juin 1960, ont lieu à Melun les premières négociations entre des représentants du gouvernement français et une délégation du Gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.), bras politique du F.L.N. Devant cette course de vitesse, Pierre Sergent se demande alors comment il pourrait participer au sauvetage de l'Algérie, car le commandement de sa compagnie sur le terrain ne lui facilite pas les choses. Un temps, il songe même demander sa mutation. Lors de ses brefs passages à Alger, il noue alors des liens avec les milieux « Algérie française » qui préparent une nouvelle action mais qui se cherchent un chef depuis l'emprisonnement de leaders tels que Pierre Lagailarde, Jean-Jacques Susini, le docteur Jean-Claude Pérez, le commandant Michel Sapin-Lignièrès des Unités territoriales (U.T.) et le départ en cavale de Joseph Ortiz.

En septembre 1960, les milieux « Algérie française » choisissent pour chef le général Salan, ancien commandant en chef des forces françaises en Algérie et délégué général du gouvernement en Algérie, dont les prises de position énergiques récentes prouvent la résolution. En novembre 1960, alors que le 3 débute le procès dit des « Barricades », Pierre Sergent, vraisemblablement en permission et prêt à franchir le Rubicon, se rend à Paris, sûr que la décision d'un passage à l'acte ne peut venir que de Paris. Il y trouve des milieux nationaux en pleine effervescence depuis l'allocution du général de Gaulle du 4 novembre dans laquelle le chef de l'État a employé les mots d'« Algérie algérienne » et de « gouvernement de la République algérienne ». En parallèle, le procès des « Barricades » prend bonne tournure pour les milieux « Algérie française » : d'une part, il offre une tribune aux défenseurs de l'Algérie française, leur permettant ainsi de sensibiliser l'opinion, et, d'autre part, il voit la mise en liberté provisoire, par les juges, de Pierre Lagaille, du docteur Jean-Claude Pérez, de Jean-Jacques Susini, Marcel Ronda et Jean-Maurice Demarquet. Pierre Sergent rencontre Pierre Lagaille avant que celui-ci ne rejoigne le général Salan en Espagne. Le député du département d'Alger lui laisse entendre qu'il a des projets précis et lui déclare que c'est depuis l'Algérie qu'il faut agir. Pierre Sergent sait maintenant que le « clash » est prévu pour décembre, avant que le général de Gaulle n'obtienne le soutien du peuple français au travers du référendum sur l'autodétermination en Algérie programmé le 8 janvier 1961. Au cours d'une réunion tenue le 7 décembre, on lui confie la mission d'aller porter en personne au général Jouhaud, qui se trouve à Alger, le « feu vert » du général Salan pour une action immédiate pendant le voyage du général de Gaulle en Algérie programmé du 9 au 14 décembre. Il rejoint sur le champ Orly afin de prendre le premier avion pour Maison-Blanche où il arrive le 8 décembre. Sur place, sa déception est immense de constater que le général Jouhaud n'est au courant de rien et qu'il doute qu'il soit possible d'entrer en action à ce moment-là. Il comprend alors que l'armée n'est pas prête à agir. Sa deuxième visite est destinée aux dirigeants du Front pour l'Algérie française (F.A.F.). Ceux-ci sont prêts à passer à l'action, c'est-à-dire à manifester d'abord, puis à prendre les armes à condition que l'armée « bascule » franchement cette fois. Du coup, Pierre Sergent se trouve investi d'une seconde mission : convaincre certains officiers de franchir le Rubicon. Au 1er R.E.P., le colonel Dufour est muté en métropole et doit passer son commandement au lieutenant-colonel Guiraud. Le lieutenant Degueldre l'a convaincu de ne pas quitter l'Algérie avant le voyage du général de Gaulle. Le colonel Dufour accepte et « disparaît ». Pierre Sergent n'aura pas à convaincre le premier officier qu'il rencontre. Le colonel Dufour, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est d'accord, à condition que les autres chefs de corps se joignent à lui car, seul, il ne pourrait rien. Le lieutenant Degueldre a prévu le retour du régiment avec l'accord individuel de chaque commandant de compagnie. Au soir du 8 décembre, Pierre Sergent, qui rencontre pour la seconde fois de la journée le général Jouhaud, se montre très optimiste quant aux chances de réussite du coup d'état, énonçant les éléments favorables de ces derniers jours : le trouble jeté dans l'opinion par le procès des Barricades, le doute qui envahit certains gaullistes, la résolution de certaines unités de l'armée, le succès foudroyant du F.A.F. et la détermination de ses dirigeants, la détermination du général Salan et la présence du général Jouhaud à Alger. Le but est de neutraliser personnellement le général de Gaulle pendant son voyage, avec la certitude que personne à Paris ne sera en mesure de poursuivre sa politique et que l'U.N.R. éclatera. Le vendredi 9 décembre, la venue du général de Gaulle, qui atterrit à l'aéroport de Zenata, non loin de Tlemcen, suscite d'importantes manifestations de Pieds-Noirs à Alger parmi lesquels se trouvent des commandos de jeunes hommes qui chargent les gendarmes.

Le vendredi 9 et le samedi 10 décembre, Pierre Sergent n'a aucune nouvelle du 1er R.E.P. Sentant poindre l'échec, le colonel Dufour, son dernier patron, préfère « jeter l'éponge ». Tôt dans la matinée du 10, l'adjoint du général Vézinet, commandant le corps d'armée d'Alger, vient lui notifier sa mise aux arrêts et son affectation en Allemagne. Dans la journée, encouragés par des proches du pouvoir, les partisans de l'indépendance descendent dans les rues d'Alger agitant le drapeau du F.L.N. Simultanément, Pierre Sergent apprend la présence aux portes d'Alger des régiments des chefs de corps favorables à une action : il y a le 18e R.C.P. du colonel Masselot, le 8e R.P.I.Ma. du lieutenant-colonel Lenoir et le 14e R.C.P. du lieutenant-colonel Lecomte. À la demande du général Jouhaud, Pierre Sergent prend immédiatement contact avec eux. Une réunion préalable à l'intervention se tient à Hydra en présence du général Jouhaud, de Pierre Sergent et d'une demi-douzaine d'officiers. Un chef de corps s'engage : le colonel Masselot. Les deux autres donnent leur accord sur le fond : le lieutenant-colonel Lenoir demande que son régiment, le 8e R.P.I.Ma., ne soit pas à l'avant-garde de l'action ; le lieutenant-colonel Lecomte, qui craint une contre-attaque des chars de la gendarmerie, conditionne la participation de son régiment à la présence d'un régiment de chars à leurs côtés. Le dimanche 11 décembre, l'embellie se présente sous la forme des blindés du 2e R.E.C. qui arrivent à Alger, remplissant ainsi la condition émise par le lieutenant-colonel Lecomte. Pierre Sergent rencontre immédiatement son chef de corps, le lieutenant-colonel de Coëtgoureden, qui demande un peu de temps pour permettre à ses légionnaires de souffler. Il est convenu que les chefs de corps se réuniront dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 décembre, et qu'à 7 heures, le colonel Masselot donnera à Pierre Sergent la réponse concertée des quatre colonels. Au soir du 12 décembre, Pierre Sergent quitte le colonel Masselot sur ces mots de celui-ci : « D'ores et déjà, le général Jouhaud peut estimer qu'elle est positive. Vous pouvez le lui dire. ». Mais le lendemain matin, c'est une réponse négative que Pierre Sergent reçoit de la part du colonel Masselot. Les quatre officiers pensent que la situation n'est pas favorable, que la métropole ne comprendrait pas, que Paris réagira mal, qu'ils n'ont ni aviation, ni marine... C'est alors la mort dans l'âme que Pierre Sergent va porter au général Jouhaud cette funeste nouvelle.

Groupe de subdivisions de Chartres (de janvier à avril 1961)

Son activisme politique du mois de décembre 1960 n'est pas passé inaperçu.

Conséquence : en janvier 1961, il est muté disciplinairement au 3e Bureau de l'état-major du groupe de subdivisions de Chartres, avec interdiction de retourner en Algérie.

Il y est chargé, entre autres, de l'instruction des officiers de réserve et de la préparation militaire parachutiste. Très vite, il comprend qu'il fait l'objet d'une surveillance étroite de la part de la Sécurité militaire. Le général Souard en personne, commandant le G.S. Chartres, un colonel de la Sécurité militaire et un général occupant de très hautes fonctions à Paris ne ménagent pas leurs efforts pour essayer de le « remettre sur le droit chemin ».

Pendant cette période, il revoit régulièrement Roger Degueldre et Michel de La Bigne, deux anciens officiers du 1er R.E.P. Les trois hommes constatent qu'à Paris, aucun homme politique de poids n'est prêt à prendre la tête de l'insurrection. Ceux qui sont favorables à une action pensent que c'est à l'armée qu'il revient d'agir en premier, depuis Alger.

Putsch (du 22 au 25 avril 1961)

Justement, l'armée se prépare à agir par le biais du « comité des colonels ». Celui-ci rassemble entre autres les colonels Yves Godard, défenseur du plateau des Glières et vainqueur de la bataille d'Alger, Jean Gardes, qui a pris une part active à la semaine des Barricades, Charles Lacheroy, théoricien de la guerre révolutionnaire, Joseph Broizat, ancien chef de corps du 1er R.C.P. dont il a perdu le commandement à la suite de la semaine des Barricades, Antoine Argoud, polytechnicien et créateur de la brigade « Javelot » au sein de la 7e D.M.R. et Roland Vaudrey.

Pierre Sergent, qui représente le 1er R.E.P., est présent à la réunion secrète au cours de laquelle le général Faure vient annoncer au comité des colonels que le général Challe accepte de prendre la tête du coup d'état militaire. Cette décision ne manque pas de troubler Pierre Sergent : pourquoi le général Challe se décide-t-il maintenant alors qu'il aurait pu le faire dans des conditions plus que favorables lorsqu'il était commandant en chef à Alger ? Sa seconde surprise est d'apprendre que l'autorité suprême de l'opération ne sera pas le comité des colonels, mais le général Challe, qui s'est montré quelque peu désarçonné face aux barricades et qu'il a fallu « travailler au corps » pendant des semaines pour qu'il se décide. Pierre Sergent s'interroge légitimement : le général Challe aura-t-il assez de fermeté pour affronter le général de Gaulle ? Il comprend que le général Challe n'est pas prêt à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à s'emparer du pouvoir, lorsqu'il apprend que celui-ci n'a pas choisi, parmi les deux projets d'allocution qui lui étaient présentés, celui relevant d'un discours de politique intérieure et étrangère d'un chef d'État.

Le 13 avril 1961, le 1er R.E.P., fer de lance du putsch, arrive à sa base arrière de Zéralda. Le rôle du régiment est déterminant : il est chargé d'investir Alger. Son chef de corps, le lieutenant-colonel Guiraud est en permission. Le chef de bataillon de Saint-Marc, commandant le 1er R.E.P. par intérim, n'est pas encore au courant. À Paris, Pierre Sergent met au courant ses camarades mutés en métropole et leur demande de se décider : un par un, ils répondent oui. Tous partiront pour Alger sauf un seul capitaine qui restera en métropole pour conserver le commandement de son escadron de chars, son intervention devant faciliter celle de son régiment qui est cantonné à faible distance de Paris.

Dans la soirée du mercredi 19 avril, Pierre Sergent abandonne son poste au sein de l'état-major du groupe de subdivisions de Chartres et rejoint en train la gare de Lyon. Il y fait ses adieux à son épouse et prend le train pour Marseille. Au début de la nuit du jeudi 20 avril, sur la base aérienne d'Istres, il embarque, avec la complicité d'un commandant d'aviation, à bord d'un Nord 2501 pour rejoindre sans accroc l'aéroport de Maison-Blanche. En pleine nuit, la filière qui l'a pris en charge le conduit à la villa des Tagarins où le général Challe a installé son P.C. Dans la journée du vendredi 21 avril, le commandant de Saint-Marc, qui n'était jusqu'alors pas au courant, donne son accord au général Challe qu'il est venu rencontrer en personne à la villa des Tagarins. Lorsqu'il sort du bureau du général Challe, le commandant de Saint-Marc prend à part Pierre Sergent pour l'informer de sa réponse.

Le vendredi 21 avril, en fin de soirée, Pierre Sergent pénètre dans le camp de Zéralda et rejoint son ancien bureau avec le lieutenant Godot, son adjoint. Le capitaine Rubin de Cervens, son successeur à la tête de la 1re compagnie, se met spontanément sous ses ordres. Avant le lancement de l'opération, le commandant de Saint-Marc est informé que l'alerte a été donnée à Alger et que les gendarmes sont partout. La partie sera serrée. Avec les 1re et 2e compagnies, Pierre Sergent doit avoir occupé la caserne Pélissier où siège le Corps d'armée d'Alger à 2 heures du matin, le samedi 22 avril.

Dans la nuit, il prend la tête de la longue colonne de camions que forment les trois compagnies et le P.C. du 1er R.E.P. En route pour Alger, il utilise une ruse de sioux pour franchir le premier barrage de gendarmerie, fait dégager la route par les légionnaires de sa 1re section au deuxième barrage après avoir entraîné à l'écart le capitaine de gendarmerie qui le commandait, fait preuve de fermeté envers un lieutenant afin de se faire ouvrir le troisième barrage et fait foncer un GMC sur le quatrième barrage. Il n'est pas tout à fait 2 heures du matin, ce samedi 22 avril, quand les légionnaires parviennent sur la face arrière de la caserne Pélissier. Une incursion individuelle de Pierre Sergent, qui tombe nez-à-nez avec le général Vézinet, commandant le Corps d'armée d'Alger, met le feu aux poudres. Dans la caserne Pélissier, c'est le branle-bas de combat. La 1re compagnie bondit dans la place au moment où le poste de police ouvre la grille pour laisser entrer l'officier d'ordonnance du général Vézinet. Très vite, la totalité du bâtiment est entre les mains des légionnaires et ses occupants sont mis dans l'impossibilité de communiquer avec l'extérieur. Sous l'impulsion du colonel Godard, l'état-major du Corps d'armée se remet « en route » : il se trouve que beaucoup d'officiers lui ont donné leur accord pour assurer la continuité de leur service.

Mais le « mouvement » s'essouffle très vite et le putsch « s'installe » dans une sorte de flottement ou plutôt dans l'état instable qu'est l'insurrection, comme s'il pouvait se suffire à lui-même, sans prolongement politique, s'exposant à la réaction violente du général de Gaulle qui ne tardera à venir. Les généraux putschistes se gardent ainsi de proclamer qu'ils incarnent le gouvernement provisoire de la France et de prendre des mesures de gouvernement. Dès le 22 avril, Pierre Sergent doute d'ailleurs de la réussite de ce putsch. Il ne comprend pas le comportement du général Challe qui, au lieu de conserver l'initiative et profiter du temps d'hésitation marqué par le général de Gaulle, passe de précieuses heures au téléphone à essayer d'obtenir des ralliements et rejette vigoureusement la demande de participation au mouvement exprimée par une délégation de civils, se coupant ainsi du soutien de la population. Il reconnaît par contre un véritable chef en la personne du général Zeller lorsque celui-ci, coup sur coup, fait preuve de fermeté vis-à-vis des commandants des deux corps d'armée excentriques.

Dans la matinée du mardi 25 avril, au quartier Rignot, siège du commandant en chef des forces armées en Algérie et de l'État-major interarmées (E.M.I.), Pierre Sergent est convoqué par le général Zeller qui lui apprend que le général Challe a décidé de se rendre et lui demande si ses camarades et lui sont décidés à continuer. Bien que cette nouvelle le rende groggy tel un boxeur, sa détermination demeure intacte : « Mon général, j'ai traversé la mer sans esprit de retour. Il n'est pas question de revenir en arrière. Vous pouvez compter sur moi et sur mes camarades. Nous irons jusqu'au bout. » Au cours de cette journée, tout s'effondre très vite, en particulier dans les départements d'Oran mais aussi de Constantine où le général Gouraud publie à 14 heures un communiqué annonçant sa fidélité au gouvernement. À 16 heures, Pierre Sergent propose à Jean-Jacques Susini, qui se rend avec le général Salan dans le bureau du général Challe pour décider de la suite à donner au mouvement, que le général Salan reprenne l'« affaire » à son compte. Rien ne sert à gagner du temps - ce à quoi s'est employé Jean-Jacques Susini auprès du général Challe - car l'intention de reddition du « chef » a immédiatement traversé les murs du quartier Rignot et s'est répandu dans les unités. Vers 21 heures, Pierre Sergent tente en vain un dernier geste en rédigeant et enregistrant un appel à ses camarades de l'armée dans lequel il les adjure de prendre leurs responsabilités sans tenir compte de la hiérarchie. Ce cri dans le désert sera l'avant-dernier message diffusé par Radio-France. À minuit et demi, une dernière réunion se tient entre les principaux artisans du putsch dans le salon du Gouvernement général.

Sont réunis les quatre généraux, le colonel Godard, le commandant de Saint-Marc et des officiers du 1er R.E.P. dont Pierre Sergent. En tant que responsable du 1er R.E.P., le commandant de Saint-Marc prend la décision de se présenter aux autorités. Pierre Sergent, qui n'a jamais songé à se rendre, Roger Degueldre et Daniel Godot poursuivent la lutte. Le 26 avril, après s'être vêtus d'effets civils, Pierre Sergent et Daniel Godot quittent le Gouvernement général devant lequel sont alignés les camions du régiment, moteurs en route, prêts à prendre la direction de Zéralda, emportant le général Challe et l'uniforme du capitaine commandant la 1re compagnie. Les deux hommes disparaissent dans la foule. Ils passent la fin de cette nuit mouvementée dans un petit appartement désert d'Alger.

Organisation armée secrète (O.A.S.) et Conseil national de la Résistance (C.N.R.)
Très vite, Pierre Sergent rejoint Birmandreis, commune située à 4 kilomètres environ au sud du centre-ville d'Alger, où il est logé au sous-sol d'une villa, avec Daniel Godot et un conseiller municipal d'Alger activement recherché depuis qu'il s'est compromis avec les insurgés pendant les journées d'avril. Ses premières « prises de contact », après sa plongée dans la clandestinité, interviennent très rapidement : il s'agit d'abord du lieutenant Roger Degueldre, quatre jours seulement après l'effondrement du putsch, puis du colonel Yves Godard au début du mois de mai. Lorsque Pierre Sergent rencontre ce dernier dans une villa d'un quartier résidentiel d'Alger, il est en train de poser sur le papier le projet de structure de l'Organisation armée secrète (O.A.S.) pour Alger. La première mission qu'il accepte de remplir consiste à organiser le renseignement en milieu militaire. Quelques jours plus tard - le 10 mai vraisemblablement -, il participe à la première réunion des chefs civils et militaires. Outre Pierre Sergent, il y a là le général Paul Gardy, ancien inspecteur de la Légion étrangère, les lieutenants Godot et Degueldre, et cinq ou six civils, dont Jean-Jacques Susini et le docteur Jean-Claude Pérez. Il partage complètement l'analyse faite par le général Gardy sur le déséquilibre des forces en présence : « d'un côté un pouvoir décidé à en finir au plus vite, jouant sur la lassitude de la métropole et son désir de paix, appuyé par un État docile, une presse favorable à son action, une population insouciant ou conditionnée, et de l'autre une minorité divisée, conduite par des chefs contraints à la clandestinité, dans un climat de double hostilité, celle des pouvoirs publics et celle des rebelles algériens. » Son appréhension du problème algérien l'amène à penser que c'est à Paris qu'il faut se battre pour garder l'Algérie à la France. Le lieutenant Godot partage ses vues. Leur décision est prise de gagner la métropole.

Le 1er juin 1961, pris en charge par une filière, Pierre Sergent embarque clandestinement à bord d'un cargo qui quitte en fin de soirée le port d'Alger pour arriver à Marseille dans la matinée du 3 juin. Il gagne Paris en train le jour même. Dans la capitale, il est pris en charge par Pierre Juhel et Louis-Olivier de Roux, cofondateurs en 1955 de la Restauration nationale, mouvement royaliste succédant à l'Action française. Les deux hommes lui procurent son premier logement clandestin : le domicile inoccupé d'un officier de Marine en activité qui porte un très grand nom de France.

Il comprend très vite que le sauvetage de l'Algérie ne pourra venir en aucun cas des hommes politiques favorables au combat des défenseurs de l'Algérie française. Selon lui, seul un mouvement populaire profond en métropole pourrait provoquer le départ du général de Gaulle et, par conséquent, un changement de politique. Pour faire basculer une opinion métropolitaine qui ne se sent de façon générale pas concernée par leur combat, il ne voit que la création d'une situation de fait qui obligerait le pouvoir à réagir violemment et à se discréditer lui-même.

Pour mener à bien son projet, il pose les structures de ce qui deviendra l'O.A.S./métropole, adoptant l'organigramme simplifié et schématisé par le colonel Godard pour l'Algérie : la branche « Organisation des masses » (O.M.) constituera l'armature de l'appareil et sera chargée du recrutement et du regroupement de « toutes les bonnes volontés » ; la branche « Action psychologique et propagande » (A.P.P.) aura pour objectif de retourner l'opinion en faveur de l'Algérie française et d'expliquer tous leurs actes ; la branche « Organisation Renseignements-Opérations » (O.R.O.) aura la double mission d'exécuter les ordres d'opérations donnés par le commandement et de préparer la prise du pouvoir afin d'être en mesure, le cas échéant, d'exploiter une situation favorable. Pour simplifier le développement de cet appareil, il calque l'organisation militaire du territoire qui comprend neuf régions (elles-mêmes découpées en groupes de subdivisions et subdivisions), la base de l'encadrement devant être constituée d'officiers. Avec Daniel Godot, qui approuve son projet après être arrivé en métropole le 15 juin, ils prennent ensemble les premières décisions d'application. Au mois de juin, Pierre Sergent confie à son ami Roland Laudenbach, directeur des éditions de la Table ronde qu'il a fondées en 1944, la direction de l'Action psychologique et de la Propagande (A.P.P.). L'éditeur est au centre d'un groupe de professeurs et écrivains engagés, et dispose d'un journal. Il est en outre l'une des plumes de L'Esprit public, revue politique et littéraire fondée en décembre 1960 par des intellectuels de droite, unis par leur hostilité au gaullisme, dont le comité éditorial originel comprend : le sociologue et professeur à l'École de guerre Jules Monnerot, l'historien et universitaire Raoul Girardet, les écrivains Jacques Laurent et Philippe Héduy, le député d'Alger-banlieue Philippe Marçais, les journalistes et écrivains Jean Brune, expulsé d'Algérie, et André Brissaud, Étienne Malnoux et Roland Laudenbach lui-même. La branche O.M. est confiée au colonel Romieu, mais c'est Daniel Godot qui en est la pierre angulaire, recrutant et organisant inlassablement. La branche Organisation Renseignement-Opérations (O.R.O.) revient au colonel Pierre Buchoud (pseudonyme : Buttet). Pierre Sergent n'ignore pas que son grade est un très grand handicap pour la mission qu'il s'est fixée : son nom est inconnu ; il lui sera difficile de vaincre les réticences de la majorité des officiers supérieurs et généraux envers un officier subalterne ; à Paris comme sur l'ensemble du territoire national, il va se heurter à des difficultés énormes pour coordonner l'action de tous les partisans de l'Algérie française. Apprenant au début du mois de juillet que le colonel Argoud est de passage à Paris, Pierre Sergent le rencontre pour lui proposer d'assumer cette charge. Il n'obtient qu'un long silence en guise de réponse. Le moins que l'on puisse dire est que ce colonel, Polytechnicien et ancien chef d'état-major du Corps d'armée d'Alger, ne va pas lui faciliter la tâche. En effet, depuis Madrid, où il a rejoint Pierre Lagaille et rejoint l'O.A.S./Madrid au mois de juillet, le colonel Argoud, associé au colonel Lacheroy, expédie en métropole, dès le mois d'août, courriers et émissaires chargés de rallier les cadres de l'O.A.S./métropole à leurs thèses.

Pendant cette crise interne, Pierre Sergent fait la connaissance de Maurice Gingembre, directeur général adjoint de la société des mines de phosphate de Djebel Onk. Celui-ci délivre momentanément l'O.A.S./métropole de ses grandes difficultés financières en acceptant d'en devenir le financier. Sous couvert de ses déplacements professionnels fréquents en Algérie et en Espagne, d'une part, l'homme permet à Pierre Sergent d'être en liaison régulière avec l'état-major de l'Organisation et, d'autre part, il aide de son mieux à l'unification du commandement.

Le 2 septembre 1961 paraît l'instruction particulière n° 1 du général Salan qui, tout en constituant l'acte de naissance de l'O.A.S., reconnaît officiellement l'existence de l'O.A.S./métropole créée par Pierre Sergent en juin de la même année.

Dans ce document, le général Salan désigne le général Paul Vanuxem et André Regard, haut fonctionnaire au ministère des Finances, pour assurer le commandement de l'O.A.S./métropole. Pierre Sergent est très affecté, non pas d'être « coiffé » de la sorte, mais de ne pas avoir été consulté. S'il réagit vivement à la nomination du général Vanuxem, il n'a nullement l'intention de contester l'ordre reçu. Il devient alors le chef d'état-major de l'O.A.S./métropole.

Les 7 et 9 septembre, des coups sévères sont portés par le pouvoir à l'O.A.S./métropole. Le 7, Maurice Gingembre est arrêté à sa descente d'avion à l'aéroport de Maison-Blanche, en possession de son carnet d'adresses. Pierre Sergent venait de lui remettre, quelques heures auparavant, une lourde enveloppe contenant des documents importants - certes soigneusement codés et démarqués - destinés à l'état-major d'Alger, plus particulièrement au colonel Godard. Le 8, le général de Gaulle échappe à un attentat par explosif sur la route de Colombey-les-Deux-Églises, près de Pont-sur-Seine. Dès lors, bien que n'étant pas à l'origine de cet attentat, l'O.A.S./métropole se retrouve dans le collimateur du pouvoir qui exploite à cet effet les documents saisis sur la personne de Maurice Gingembre. Le lendemain, sont arrêtés les généraux Vanuxem et Boucher de Crèvecœur, le professeur Raoul Girardet, le colonel Le Barbier de Blignières. Celui-ci étant en possession d'éléments qui permettraient aux policiers de remonter jusqu'à lui, Pierre Sergent est amené à quitter sa cache - un studio de la rue de Saint-Senoche - et à se « mettre au vert » pendant quelques jours. Il trouve refuge chez un ancien sous-officier de sa compagnie. Le soir même, sa photographie paraît dans la presse et est diffusée à la télévision.

Pierre Sergent prend une part active importante à l'offensive politique de l'O.A.S. Celle-ci débute le 11 septembre par un message du général Salan adressé aux parlementaires. Le 20 septembre, Le Monde publie une lettre du général Salan dans laquelle il développe les thèmes généraux de sa politique, démontre qu'il est contraint à la clandestinité et supplie les Français de prendre conscience du drame qui se prépare en Algérie. Le 29 septembre est diffusé un message du général Salan à tous les maires. Puis, coup sur coup, une lettre aux conseillers généraux, une aux préfets, une autre aux secrétaires généraux des préfectures et aux sous-préfets, une autre encore aux membres des chambres de commerce. L'Armée est aussi « démarchée », avec un « mémorandum aux officiers de l'Armée française », suivi d'un appel aux officiers et sous-officiers pour les mettre en garde sur ce que va leur demander le général de Gaulle à Strasbourg où il a décidé de les réunir. Cette campagne politique ne tarde pas à porter ses fruits : le 8 novembre, à l'Assemblée nationale, s'ouvre un débat sur la politique algérienne du Gouvernement au cours duquel se multiplient les prises de position en faveur de l'Algérie française. L'incursion du « souffle de l'O.A.S. » dans les travées de l'Hémicycle culmine le 9 novembre, lors de l'examen des crédits militaires pour l'année 1962. Ce jour-là, le député Jean Valentin présente l'« amendement Salan » qui recueille les suffrages de pas moins de quatre-vingts députés.

La recrudescence des attentats à l'explosif commis par des groupuscules se réclamant de l'O.A.S. est une difficulté à laquelle il est confronté à partir de l'automne. Pour marquer les esprits au sein de l'opinion et prouver aux « enragés du plastic » qu'il est possible de monter des opérations plus sérieuses ayant des retombées bien plus bénéfiques pour la cause de l'O.A.S., il multiplie les actes de grande portée psychologique : il organise, le 25 septembre, l'évasion de deux condamnés du complot de Paris, le colonel Roland Vaudrey et le capitaine Philippe de Saint-Rémy; le 24 novembre, il accorde une interview à une journaliste suédoise dans une petite maison maquillée pour l'occasion en véritable P.C. de campagne;

le 14 décembre, le lieutenant Roger Bernard du 43e régiment d'infanterie (43e R.I.), camarade de promotion du lieutenant Godot, rejoint l'Organisation avec toutes les armes de sa section.

Le 29 décembre 1961, Pierre Sergent confie la branche Organisation Renseignement-Opérations (O.R.O.) au capitaine Jean-Marie Curutchet. Nommé capitaine le 1er juillet 1961, Jean-Marie Curutchet avait été affecté au 11e bataillon de chasseurs alpins (11e B.C.A.), à Barcelonnette, par mesure disciplinaire s'ajoutant aux trente jours d'arrêt de forteresse qui lui avaient été infligés à la suite de son attitude pendant les événements d'avril 1961. À la tête de l'O.R.O., le capitaine Curutchet succède au colonel Buchoud à ce poste de juin à décembre 1961 et dont Pierre Sergent est mécontent. Le nouveau chef de l'O.R.O. actionne une série de commandos qui se sont aguerris progressivement et dispose de moyens matériels sérieux. Avec la complicité de la police parisienne qui lui fournit des renseignements de premier ordre, le capitaine Curutchet organise l'attaque de plusieurs repaires du F.L.N. Les constats d'attentats ne mettent pas systématiquement en cause l'O.A.S., certains commissaires parlant d'ailleurs de règlements de compte entre le Mouvement national algérien (M.N.A.) et le F.L.N. 206 Avec le capitaine Curutchet, Pierre Sergent prépare minutieusement l'affrontement contre le pouvoir, selon une tactique fondée sur les grands principes révolutionnaires. Ils dressent à cet effet des plans très ambitieux qui prennent les noms de « Coup de poing » et « Paso-doble ». Le premier vise à contrôler les points sensibles de commandement, civils et militaires, en métropole. Le second consiste à paralyser le pouvoir sans se dévoiler, au cas où l'insurrection serait déclenchée en Algérie avant que la métropole ne soit complètement prête. Néanmoins, le 21 mars 1962, Pierre Sergent tempérera son optimisme en informant le général Salan qu'en cas de déclenchement de l'insurrection en Algérie, la « métropole » sera en mesure de ne générer que deux ou trois maquis, dont un qui serait directement placé sous son commandement. Des armes et du ravitaillement sont en place dans des caches connues des seuls responsables locaux, et Pierre Sergent a obtenu le concours d'éléments militaires assez nombreux pour garantir la survie de ces maquis pendant plusieurs semaines, leur permettant ainsi de « fixer » en métropole des moyens militaires importants qui ne pourraient donc pas être envoyés en Algérie pour réduire l'insurrection.

Dans le courant du mois de décembre 1961, l'autorité du Délégué général en métropole mais aussi celle de Pierre Sergent, en tant que chef d'état-major de l'O.A.S./métropole, sont contestées par André Canal, dit « Le Monocle ». Celui-ci revendique l'autorité toute entière de l'O.A.S. en métropole et laisse entendre dans tous ses contacts qu'il ne connaît pas la Délégation générale et qu'il ne veut pas la connaître. À l'occasion de leur rencontre, l'homme soumet à la lecture de Pierre Sergent un accréditif de poids : une lettre signée du général Salan, en date du 2 décembre 1961, dans laquelle le chef suprême de l'O.A.S. désigne André Canal pour coordonner, au titre de la mission « France III », tous les réseaux existants en métropole sous le titre de l'O.A.S. Regrettant sans doute l'envoi prématuré d'André Canal, le général Salan revoit sa position dans l'Instruction n° 17 qu'il adresse à l'O.A.S./métropole le 28 décembre : il donne tous pouvoirs au Délégué général pour « prendre les décisions qu'il jugera nécessaires pour arriver à la totale et définitive intégration de tous les groupes et toutes les individualités ». Pierre Sergent revoit une nouvelle fois André Canal pour lui faire part des ordres d'intégration de la mission « France III » à l'O.A.S./métropole. Malgré l'accord du « Monocle » d'être hiérarchiquement subordonné au capitaine Curutchet, chef de l'O.R.O., rien n'y fait : dans la nuit du 17 au 18 janvier 1962, dix-huit explosions de plastic touchent presque à la même heure tous les quartiers de la capitale.

Au début de l'année 1962, l'O.A.S. lance une offensive contre le Parti communiste français (P.C.F.). Cette offensive a deux objectifs. L'un est stratégique : en attaquant directement le communisme, l'O.A.S. attaque l'allié le plus puissant du F.L.N. Le second objectif est tactique : il s'agit de mettre le pouvoir gaulliste dans une position délicate, en l'obligeant à choisir soit de tolérer les réactions du P.C.F. à l'offensive de l'O.A.S. et d'apparaître comme son complice, soit de s'opposer à lui au risque de se couper de la gauche. Le jeudi 4 janvier 1962, l'O.A.S. frappe au cœur du P.C.F. : la façade du siège du Parti, située place Kossuth, en plein centre de Paris, est mitraillée par un commando ; un militant communiste est abattu d'une rafale de P.M. alors qu'il ripostait depuis une fenêtre du second étage. La manifestation anti-O.A.S. du samedi 6 janvier 1962 est perçue par Pierre Sergent comme un échec partiel pour le P.C.F. : la S.F.I.O. - pourtant conviée - et les centrales syndicales refusent de s'associer au mouvement ; pas plus de 20.000 manifestants ne descendent dans la rue ce jour-là. Il considère d'une importance considérable sur le plan politique ce refus des formations de gauche non communiste d'afficher leur solidarité avec le P.C.F. Son objectif est de parvenir, par des actions strictement limitées au P.C.F., à couper en deux la gauche. L'apogée de cette offensive contre le P.C.F. est marquée par la manifestation anti-O.A.S. du 8 février 1962. Cette manifestation, interdite par Maurice Papon, préfet de police de Paris, donne lieu à des affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre. Huit personnes trouvent la mort écrasées contre les grilles fermées de la station de métro Charonne. Le général de Gaulle voit son prestige affaibli et se trouve dans une position très inconfortable, privé du soutien des forces de gauche qu'il vient de mettre contre lui. Le 21 janvier 1962, Pierre Sergent affecte deux jeunes officiers à l'A.P.P. : les lieutenants Nicolas Kayanakis et Jean Caunes, évadés de la prison de Mont-de-Marsan le 2 décembre 1961. Connaissant bien le milieu étudiant, Nicolas Kayanakis organise en quelques semaines l'O.A.S./Métro/Jeunes dont les réseaux regroupent fin février plus de quatre cents étudiants et lycéens. Fort de ce premier résultat positif, le 25 février 1962, Pierre Sergent lance un appel à tous les jeunes Français au nom de toutes ces provinces françaises « sous-développées, sous-alimentées, sous instruites » qui ont besoin d'eux. En mars 1962, les événements s'accélèrent avec la signature des accords d'Évian le 18, qui se traduisent par un cessez-le-feu applicable sur tout le territoire algérien dès le lendemain. À Alger, l'état-major de l'O.A.S. décide de créer un organisme politique, le Conseil national de la Résistance française en Algérie (C.N.R.F.A.), qui confie au général Salan la mission de constituer un gouvernement provisoire. Celui-ci prend le nom de Commission de Gouvernement et de Défense nationale (C.G.D.N.). Le 30 mars, le général Salan institue en métropole un Conseil national de la Résistance (C.N.R.), organe politique qui reçoit, par délégation de la C.G.D.N., mission d'organiser l'action de la résistance en métropole. La présidence du C.N.R. échoie à Georges Bidault que le général Salan désigne également comme son successeur à la tête de l'O.A.S., le 1er avril 1962, à la suite de l'arrestation du général Jouhaud le 25 mars.

Alors qu'en Algérie, les mois de mars et avril sont marqués par d'importantes arrestations - le général Jouhaud, chef de l'O.A.S. en Oranie, le 25 mars, le lieutenant Roger Degueldre, chef des commandos Delta, le 7 avril, le général Salan le 20 avril -, à la même époque, de rudes coups sont portés par la police à l'O.A.S./métropole, rendant la situation définitivement irréversible : l'adjudant Marc Robin, que Pierre Sergent considère comme le meilleur de ses chefs de commando, est arrêté par la D.S.T. le 23 mars à la suite de la trahison de l'un de ses camarades ; le 7 avril, c'est au tour du lieutenant René Coatalem, l'un des meilleurs amis du lieutenant Degueldre, d'être arrêté ; le 9 avril, le lieutenant Daniel Godot, adjoint de Pierre Sergent, tombe dans une souricière tendue par la police.

À partir de cet instant, Pierre Sergent sait qu'il est le prochain sur la liste. Il sent l'étau se resserrer. Certains jours, son bureau de renseignements lui transmet trois ou quatre messages l'informant de dangers imminents.

L'arrestation du général Salan précipite d'autant plus vite la division de l'Organisation que Georges Bidault, entré dans la clandestinité depuis le 9 avril, demeure injoignable. Le 27 avril 1962, en plein accord avec le Délégué général pour la métropole, Pierre Sergent gagne la Belgique où se trouve le colonel Argoud qu'il rencontre le lendemain à Bruxelles. Ce dernier revendique le commandement de l'O.A.S./métropole. Pierre Sergent et le sénateur Claude Dumont s'emploient à défendre la Délégation générale en métropole, faisant valoir qu'un tel changement dans le commandement ne peut être incontesté que si le Délégué général en valide le principe. Sur insistance de Claude Dumont, Pierre Sergent gagne Rome pour y rencontrer Jacques Soustelle alors en exil. Ils sont bientôt rejoints par le colonel Argoud puis Georges Bidault. Les quatre hommes se réunissent quasi quotidiennement pour déterminer la compétence du C.N.R., définir sa composition et donner les premières directives. Répondant à l'appel de Pierre Sergent, le Délégué général adjoint de l'O.A.S./métropole participe aux débats et accepte que le colonel Argoud prenne le commandement des opérations sur le territoire métropolitain à condition que Pierre Sergent conserve son poste de chef d'état-major. L'objectif est d'amener au pouvoir un gouvernement de salut public composé des représentants de toutes les familles politiques favorables à l'Algérie française. La conférence de Rome s'achève le 20 mai 1962 par la création du Comité Exécutif du C.N.R. Le Comité Exécutif est chargé de la conduite générale de la guerre. Les membres du Comité Exécutif sont Georges Bidault qui en est le président, Jacques Soustelle qui a la charge des relations extérieures, Antoine Argoud et Pierre Sergent. Cette conférence voit également la nomination du colonel Argoud au commandement de l'O.A.S./métropole et la confirmation de Pierre Sergent à la fonction de chef d'état-major. L'installation du Comité Exécutif du C.N.R. à l'extérieur et la présence en son sein de Jacques Soustelle, qui fut un proche et un ancien ministre du général de Gaulle dont il œuvra pour le retour en 1958, suscite chez une poignée de personnes appartenant à l'O.A.S./métropole une farouche opposition aux décisions prises par le Comité Exécutif, allant jusqu'à la mise en place d'un organisme parallèle, le Conseil national de la Résistance intérieure (C.N.R.I.). Sur le plan de l'action, suivant les ordres confirmés par Pierre Sergent, les commandos de l'O.R.O. multiplient leurs actions : ils attaquent les permanences du P.C.F., notamment celles de Paris, Neuilly, Montreuil-sous-Bois, Saint-Denis ; ils font sauter des repaires du F.L.N. à Paris, Saint-Ouen, Aubervilliers, Issy-les-Moulineaux, Aulnay-sous-Bois, au Bourget ; ils châtient Jean-Luc Van Cauwenberghe pour trahison. À l'issue d'une réunion tenue à Keerbergen le 13 juin 1962, l'A.P.P. est chargée de conduire des projets ambitieux au travers de quatre publications : conçu et réalisé directement par le Comité Exécutif, le « Bulletin d'information » du C.N.R. est diffusé à toute la presse nationale et internationale ; le journal bimensuel Appel de la France sera rédigé en commun par l'équipe parisienne et Jean Brune, désigné par le Comité Exécutif comme le chef de l'A.P.P. du C.N.R. ; des lettres, traitant un certain nombre de problèmes, tels que l'Algérie et le communisme, sont destinées à éclairer des catégories de citoyens comme la jeunesse, les militaires, les paysans, les industriels ; la rédaction du bulletin Presse-Service est poursuivie. Enfin, le directeur du quotidien belge La Dernière Heure ouvre, les 9 et 14 juin 1962, les colonnes de son journal au président Bidault et au colonel Argoud.

Conseil national de la Révolution (C.N.R.)

Le 14 avril 1963, après l'arrestation du colonel Argoud et l'exil au Brésil de Georges Bidault, Pierre Sergent proclame la poursuite de la lutte et la transformation du Conseil national de la Résistance en Conseil national de la Révolution.

Le 29 novembre 1963, Jean-Marie Curutchet est arrêté à Dakar par la police du Sénégal alors qu'il se trouve à bord d'un avion italien, puis transféré à Paris dès le lendemain. Le 15 décembre, Pierre Sergent écrit à Antonio Segni, président de la République italienne, pour lui demander de sauver la vie de l'ancien chef de l'O.R.O.

Pendant ces années d'exil, Pierre Sergent continue de faire vivre tant bien que mal le Conseil national de la Révolution (C.N.R.). Libérés respectivement en décembre 1965 et le 1er avril 1966, Georges et Nicolas Kayanakis le rencontrent tantôt en Belgique, tantôt en Suisse. Le président du C.N.R. les encourage à poursuivre légalement leur combat contre le régime. C'est ainsi qu'est créé le Mouvement jeune Révolution (M.J.R.). Celui-ci rassemble les militants issus de l'O.A.S./Métro/Jeunes et du Conseil national de la révolution (C.N.R.) se réclamant du courant solidariste. Parmi ses principaux animateurs, le M.J.R. compte Jean-Pierre Stirbois, Nicolas Kayanakis, Michel Collinot et Alain Boinet.

Condamnations et amnistie

Pierre Sergent est considéré comme déserteur à compter du 20 avril 1961.

Le 9 décembre 1961, Maître Guy Courcol, juge d'instruction à Paris, décerne un mandat d'arrêt à son encontre pour attentat et complot contre l'autorité de l'État.

Le 21 février 1962, le Tribunal militaire spécial le condamne à la peine de mort par contumace.

Pendant sept ans, il échappe aux recherches policières en se réfugiant en Suisse et en Belgique.

Il bénéficie de la loi d'amnistie n° 68-697 du 31 juillet 1968 et regagne la France en octobre 1968.

Politique

Lors de l'élection présidentielle de 1974, il soutient la candidature de Valéry Giscard d'Estaing.

Après avoir rejoint le Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.) en 1983, il adhère au Front national en 1985. Il reçoit pour « mission » d'implanter le Front national dans le département des Pyrénées-Orientales.

Son premier succès intervient très rapidement. En effet, lors des élections législatives du 16 mars 1986, qui se déroulent au scrutin proportionnel, il est élu député des Pyrénées-Orientales. Dans le cadre des élections régionales qui se déroulent le même jour, il est élu conseiller régional de Languedoc-Roussillon et permet, avec les sept autres conseillers du FN, l'élection de Jacques Blanc (U.D.F.) à la présidence de l'assemblée régionale.

À l'occasion des élections législatives de 1988, le « retour » du scrutin majoritaire uninominal à deux tours par circonscription lui fait perdre son siège de député. Sur la promesse « Je me donnerai un an pour faire de Perpignan la ville la plus sûre de France », il obtient respectivement 25% et 30% aux deux tours des élections municipales de 1989.

Aux élections européennes du 15 juin 1989, sa quatorzième position sur la liste Europe et Patrie conduite par Jean-Marie Le Pen, qui obtient dix sièges, ne lui permet pas d'être élu.

Enfin, il est réélu conseiller régional de Languedoc-Roussillon le 22 mars 1992.

Auteur

Pierre Sergent commence sa carrière d'écrivain alors qu'il est toujours dans la clandestinité. En 1967 et 1968, les éditions de La Table Ronde publient *Ma peau au bout de mes idées* puis *La bataille*. Pierre Sergent est également l'auteur de nombreux livres sur la Légion étrangère.

Décès

Pierre Sergent décède le 15 septembre 1992, à l'âge de 66 ans, des suites d'une longue maladie. Il repose au cimetière de Passy à Paris.

L'historien Nicolas Lebourg relève qu'« à la messe qui est donnée pour ses obsèques, l'affluence et la présence des notables témoignent que Pierre Sergent est parvenu à dédramatiser le FN en Roussillon et à y assurer son succès durable ».

Décorations

Croix de chevalier de la Légion d'honneur

Croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieures avec 1 palme et 2 étoiles

Croix de la Valeur militaire avec 1 palme et 2 étoiles

Croix du combattant

Médaille coloniale

Médaille commémorative de la campagne d'Indochine

Publications

Ma peau au bout de mes idées, La Table Ronde, 1967 (réédition de 1984 : ISBN 2-7103-0189-X)

La bataille, La Table Ronde, 1968

Je ne regrette rien, Fayard, 1972 (réédition de 1983 : ISBN 2-213-00243-6)

Le malentendu algérien, Fayard, 1974 (co-écrit avec André-Louis Dubois)

Lettre aux officiers, Fayard, 1975

Les maréchaux de la Légion : l'odyssée du 5e Étranger, Fayard, 1977

La Légion saute sur Kolwezi, Presses de la Cité, 1979 (réédition de 1984 : ISBN 2-258-00426-8)

Camerone, Fayard, 1980

Un étrange Monsieur Frey, Fayard, 1982

Paras-Légion - Le 2e BEP en Indochine, Presses de la Cité, 1982 (ISBN 2-258-00986-3)

2e REP, Presses de la Cité, 1984 (ISBN 2-258-01370-4)

La Légion, Graphiques Lafayette, 1985 (en collaboration avec Bertrand de Castelbajac)

Les voies de l'honneur, tome 1, Presses de la Cité, 1987 (roman)

Les voies de l'honneur - La revanche, tome 2, Presses de la Cité, 1989 (roman)

Les voies de l'honneur - Le coup de grâce, tome 3, Presses de la Cité (roman)

Bibliographie

Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, Fayard, 1969.